

faisons pas encore partie du virage technologique. Alors je me suis donné comme mandat, au cours de la campagne électorale, et je le continue, de m'assurer que l'Outaouais québécois francophone et anglophone fasse partie du virage technologique et très bientôt.

Monsieur le Président, je voudrais ici faire quelques commentaires sur l'aspect de la justice sociale qui est contenue dans le discours du trône. Le rôle des femmes dans toutes les sphères de la société canadienne et l'égalité qu'elles revendiquent légitimement constitue certes le changement le plus important des dernières années. La véritable parité entre hommes et femmes passe par l'égalité économique. Voilà pourquoi j'ai choisi d'être du côté du parti progressiste conservateur plutôt que d'un autre parti. C'est parce que je suis arrivée à la conclusion que sans l'égalité économique la femme pouvait rêver «sempiternam amen» à l'égalité sociale et elle ne la trouvera jamais.

• (1730)

Et je savais que pour obtenir l'égalité économique il fallait que l'économie soit en bonne santé et que si le gouvernement en place n'avait pas le courage d'effectuer les changements qui s'imposaient pour permettre une croissance économique que moi, comme femme, que mes sœurs, que mes petits-enfants, parce que j'ai un fils et j'aurai peut-être des petites-filles, nous n'aurions jamais cette égalité. Voilà donc pourquoi je trouve que les efforts déjà déployés par mon gouvernement et par notre premier ministre que je salue, ces efforts sont non seulement valables mais essentiels pour que la femme obtienne l'égalité.

Vous serez par ailleurs invités à vous pencher sur d'importantes initiatives législatives dont l'abrogation des dispositions discriminatoires de la Loi sur les autochtones, certaines modifications de la Loi sur le divorce ainsi que des mesures destinées à contrôler la pornographie et la diffusion d'émissions axées sur l'exploitation sexuelle.

Il est aussi temps de reconnaître la responsabilité que nous avons comme société envers nos concitoyens qui souffrent d'une incapacité physique ou mentale, et c'est pourquoi dans le discours du Trône nous avons aussi mentionné que c'est pour nous une priorité.

Il y aura aussi une révision complète du Régime canadien des pensions notamment en ce qui concerne la transférabilité, la dévolution, les prestations au conjoint survivant et la participation des femmes au Régime des rentes. Alors, ce sont là encore des dossiers très étoffés, ce sont des dossiers sur lesquels il faut se pencher de façon essentielle afin d'obtenir pour les femmes surtout un progrès économique. Comme on le sait, je crois que c'est un chiffre effarant, quelque chose comme 60 p. 100 des femmes de 65 ans ou plus vivent sous le seuil de la pauvreté. Beaucoup de ces femmes-là se retrouvent là parce que soit qu'elles ont consacré leur vie à élever une famille et à s'occuper de leur mari, soit qu'elles ont occupé des positions qui leur ont donné ou aucune pension ou une très piètre pension. Alors il est essentiel pour l'égalité des femmes que nous fassions la révision du Régime des pensions. C'est aussi essentiel pour les hommes parce que notre société a évolué. Aujourd'hui, nous avons beaucoup plus de mobilité et même il

en faut encore plus parce qu'il faut aller là où sont les emplois, il faut que notre population puisse bouger d'un bout à l'autre du pays pour aller là où le développement se fait parce que ce serait rêver en couleurs que de penser qu'on aura un jour un développement égal à travers un pays aussi vaste que le nôtre, qui a des marchés tellement diversifiés. Alors la mobilité est essentielle et sans la portabilité et la transférabilité des pensions, on ne pourra pas obtenir la flexibilité nécessaire pour s'assurer que le chômage soit éliminé, ou tout de même réduit à un pourcentage que l'on peut absorber dans notre société par des programmes d'aide temporaires.

Le Canada doit beaucoup aux personnes qui se consacrent à la poursuite de l'excellence dans les domaines de la culture, des arts et de l'athlétisme. Alors le discours du Trône nous dit que nous allons nous pencher sur cet aspect-là. Maintenant, il faut comprendre que lorsqu'on est en pleine crise économique et qu'on essaie de donner une nouvelle direction économique à un pays, malheureusement, il faut établir des priorités et que peut-être les domaines de la culture et des arts et de l'athlétisme n'auront pas autant d'attention tout de suite au début de notre mandat que le chômage et la création d'emplois vont recevoir. C'est normal parce que les gens qui sont sur le pavé, et qui, beaucoup maintenant, se retrouvent sur l'assistance sociale, devraient vraiment recevoir notre attention plutôt que de nous pencher sur des choses qui nous sont très chères comme la culture, l'art et le conditionnement physique et la compétition, mais qui tout de même devront attendre peut-être un petit bout de temps avant qu'on puisse trouver les fonds nécessaires pour donner un coup de pouce à ces gens-là. Mais d'un autre côté, il y a beaucoup à faire dans ces domaines-là qui n'a rien à voir avec des subventions ou des énormes sommes à consacrer. On peut par exemple se pencher sur le système fiscal pour s'assurer que les artistes ne soient pas pénalisés parce qu'ils vivent, disons, un rythme de vie différent de la personne qui travaille à salaire jour après jour.

Il y a beaucoup à faire du point de vue d'assouplir, disons, les règlements qui existent et de simplifier le système fiscal.

Le président suppléant (M. Paproski): Questions et commentaires. Je donne la parole à l'honorable député de Notre-Dame-de-Grâce-Lachine-Est (M. Allmand).

[Traduction]

M. Allmand: Monsieur le Président, au début de ses remarques, à propos du discours du trône, la députée a répété ce qu'ont déclaré de nombreux députés ainsi que le chef de son parti, soit qu'il n'était pas possible d'annoncer dans le discours du trône la réalisation de toutes les promesses faites au cours de la campagne électorale, car, après le 4 septembre, on a constaté que les finances du gouvernement étaient dans une situation catastrophique. La députée a dit que «le placard était vide». Ma question est simple et directe. Ne sait-elle pas que, pendant la campagne électorale, son chef et de nombreux candidats conservateurs disaient que le pays était dans une situation financière catastrophique? En fait, ils prédisaient un déficit de 36 ou 37 milliards. En dépit de cela, ils ont fait plus de 300 promesses dont le chef de son parti estimait le coût à environ 4 milliards de dollars.